

Appendix II, Letter to Prime Minister Joseph Dion Ngute

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
TÉL : +1-212-290-4700
Fax : +1-212-736-1300 ; 917-591-3452

DIVISION AFRIQUE

Mausi Segun, *Directrice exécutive*
Ida Sawyer, *Directrice adjointe*

Carine Kaneza Nantulya, *Directrice du plaidoyer*

Laetitia Bader, *Directrice, Corne de l'Afrique*
Corinne Dufka, *Directrice associée, Sahel*
Dewa Mavhinga, *Directeur, Afrique australe*
Lewis Mudge, *Directeur, Afrique centrale*
Otsieno Namwaya, *Directeur, Afrique de l'Est*

Najma Abdi, *Coordinatrice*
Ilaria Allegrozi, *Chercheuse senior*
Aoife Croucher, *Assistante*
Clémentine de Montjoye, *Chercheuse*
Carine DiKiefu Banona, *Chercheuse assistante*
Anletie Ewang, *Chercheuse*
Thomas Fessy, *Chercheur principal*
Zenaida Machado, *Chercheuse senior*
Tanya Magasa, *Assistante*
Oryem Nyeko, *Chercheur*
Mohamed Osman, *Chercheur assistant*
Nyagoah Tut Pui, *Chercheur*
Jean-Sébastien Sépulture, *Chargé de programmes*
Jim Worthington, *Chercheur senior*

COMITÉ CONSULTATIF AFRIQUE

Jay Nguzi Ezeilo, *Co-présidente*
Joel Motley, *Co-président*

Akwasi Aidoo
Lishan Aklog
Fareda Banda
Didier Claes
John Githongo
Samuel Murumba
Muna Ndulo
Amy Rao
Dr. Robin Renee Sanders
Amy Towers
Julie-Anne Uggia
Joanna Weschler
Bruce Rabb

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth, *Directeur exécutif*

DIRECTEURS EXÉCUTIFS ADJOINTS

Tiрана Hassan, *Directrice des programmes*
Wislá Heneghan, *Directrice des opérations*

Michèle Alexander, *Développement et initiatives internationales*

Alan Feldstein, *Affaires juridiques (par intérim)*
Mei Fong, *Communication*
Colin Mincy, *Ressources humaines*
James Ross, *Directeur juridique et politique*
Bruno Stagno Ugarte, *Plaidoyer*

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amy Rao, *Co-présidente*
Neil Rimer, *Co-président*

21 septembre 2021

Son Excellence
Joseph Dion Ngute
Premier ministre
République du Cameroun

Boulevard du 20 Mai
Centre-ville de Yaoundé
Cameroun

CC : Félix Mbaya
Bureau du Premier ministre

Son Excellence le Premier ministre,

Je vous écris au nom de Human Rights Watch pour partager les conclusions de nos recherches sur les attaques contre les professionnels et les institutions de l'éducation dans les régions anglophones du Cameroun depuis 2017. Ces conclusions formeront la base d'un rapport en cours de compilation par notre organisation. Nous sommes désireux d'intégrer les perspectives de votre gouvernement sur ces attaques et d'obtenir des détails sur les actions que votre gouvernement a prises ou prendra pour y faire face. Ces informations seront incluses dans un rapport dont la publication est prévue dans les semaines à venir.

Human Rights Watch est une organisation non gouvernementale internationale qui mène des recherches et des actions de sensibilisation sur les droits humains dans plus de 90 pays. Human Rights Watch a documenté et fait des rapports sur les violations des droits humains au Cameroun depuis de nombreuses années.

Nos recherches ont documenté plusieurs attaques contre des élèves, des professionnels de l'éducation et des écoles menées par des combattants séparatistes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entre 2017 et 2021. Nous avons également documenté au moins une attaque contre une école par des soldats camerounais présumés. Nous examinons les conséquences de ces attaques, qui ont conduit, selon les Nations



HRW.org

AMSTERDAM - BEYROUTH - BERLIN - BRUXELLES - CHICAGO - GENÈVE - GOMA - JOHANNESBURG - KIEV - KINSHASA - LONDRES - LOS ANGELES - MOSCOU - NAIROBI - NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO - SÃO PAULO - SILICON VALLEY - STOCKHOLM - SYDNEY - TOKYO - TORONTO - WASHINGTON - ZÜRICH

unies, à priver plus de 700 000 élèves d'un accès à l'éducation. Nous espérons mettre en lumière à la fois les mesures prises par votre gouvernement pour prévenir ou limiter ces attaques et les lacunes qui subsistent. Dans notre prochain rapport, nous proposerons des recommandations sur les mesures spécifiques qui peuvent être prises pour mieux protéger les écoles, les élèves et les enseignants, pour s'assurer que les responsables des attaques font l'objet d'enquêtes et de poursuites, et pour offrir de nouvelles opportunités à ceux dont l'éducation n'a pu être assurée pendant la crise anglophone. Ces mesures comprennent la création d'une équipe spéciale chargée des attaques contre l'éducation et d'un fonds de réparation pour soutenir les victimes et leurs familles.

Entre novembre 2020 et septembre 2021, Human Rights Watch a interrogé par téléphone un total de 110 personnes, parmi lesquels figuraient des anciens élèves, des enseignants et d'autres professionnels de l'éducation. Nous avons également interrogé des anciens combattants séparatistes, des travailleurs de la santé, des travailleurs sociaux et humanitaires, des avocats, des journalistes, des représentants de la société civile, des fonctionnaires de l'ONU et des diplomates.

Human Rights Watch n'a pas pu se rendre au Cameroun pour mener des recherches en personne en raison de la pandémie mondiale de Covid-19 et des difficultés à obtenir des visas. Nous avons cherché à pallier les limites des entretiens téléphoniques en corroborant nos conclusions par d'autres sources, notamment des rapports de groupes camerounais de défense des droits humains et d'organisations humanitaires internationales, en recueillant et en examinant des photographies et des extraits vidéo, et en examinant des dossiers juridiques et médicaux.

Permettez-nous d'ajouter que Human Rights Watch apprécie que le Cameroun ait approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles en 2018. Nous sommes désireux de connaître les mesures prises par votre gouvernement conformément à la déclaration.

Vous trouverez plus de détails sur nos conclusions à l'annexe I et une liste de questions destinées à votre gouvernement à l'annexe II.

Nous vous serions reconnaissants de nous fournir une réponse détaillée d'ici le 4 octobre 2021. Nous vous serions également reconnaissants de nous donner l'occasion de nous entretenir avec vous ou l'un de vos représentants pour discuter plus avant de cette question.

Si vous avez des questions, ou si vous souhaitez convenir d'un moment pour discuter du contenu de cette lettre, n'hésitez pas à me contacter à l'adresse [REDACTED] ou au [REDACTED].

Cordialement,



Mausi Segun
Directrice exécutive, Division Afrique
Human Rights Watch

Annexe I : Résumé des conclusions de Human Rights Watch

Les attaques contre les élèves, les enseignants et les écoles sont devenues caractéristique de la crise dans les régions anglophones du Cameroun depuis 2017, avec des conséquences dévastatrices pour toute une génération de jeunes, ainsi que pour leurs enseignants, leurs familles et leurs communautés au sens large.

Attaques d'écoles par des combattants séparatistes armés

Au moins 70 écoles ont été attaquées dans les régions anglophones depuis 2017, selon les rapports des agences des Nations unies, de la Banque mondiale, des organisations de la société civile camerounaise et internationale, et des médias. Human Rights Watch a documenté en détail 14 attaques contre des écoles par des combattants séparatistes et une attaque contre une école par les forces de sécurité entre janvier 2017 et janvier 2021. Les séparatistes armés ont effectué des visites à caractère menaçant dans les écoles, au cours desquelles ils ont ordonné la fermeture des établissements, et détruit infrastructures et fournitures scolaires, notamment en y mettant le feu. Au cours d'une attaque, des hommes armés ont fait usage d'armes à feu et tué sept élèves.

Attaque d'une école par les forces de sécurité

Human Rights Watch a pris connaissance d'une attaque présumée des forces de sécurité camerounaises contre une école du village d'Eka, dans la région du Nord-Ouest, par le biais d'une vidéo publiée sur les réseaux sociaux en janvier 2019. La vidéo montre un groupe de ce qui semble être des soldats camerounais autour d'un bâtiment scolaire en

feu et une interview d'un habitant de la ville de Widikum, dans la région du Nord Ouest, qui accuse les soldats d'avoir brûlé l'école en représailles à son utilisation comme base par les séparatistes.

Enlèvements, agressions et menaces contre des élèves et enseignants par des combattants séparatistes armés

Human Rights Watch a documenté la façon dont les séparatistes armés ont tué au moins trois enseignants, kidnappé plus de 268 élèves et enseignants, et menacé, intimidé, harcelé ou agressé des centaines d'autres dans le but de les empêcher d'aller à l'école. Dans certains cas, à l'intérieur et à l'extérieur des écoles, les agresseurs ont détruit ou saisi les livres des élèves et les documents des enseignants.

Recrutement et utilisation d'enfants par des séparatistes armés

Selon les recherches de Human Rights Watch, les séparatistes armés dans les régions anglophones ont recruté des enfants au sein de leurs groupes et les ont utilisés pour soutenir leurs opérations. Les témoignages recueillis par Human Rights Watch auprès de personnes enlevées et emmenées dans des camps séparatistes révèlent la présence d'enfants au sein des groupes séparatistes armés. Human Rights Watch a également examiné des photographies et extraits vidéo montrant des enfants armés, debout aux côtés d'autres combattants séparatistes visiblement plus âgés. La violence permanente, les menaces des séparatistes à l'encontre des élèves et des jeunes, les frustrations causées par les abus à caractère militaire et le besoin de survie ont tous augmenté le risque de recrutement des élèves par les groupes séparatistes armés. Lorsqu'ils vivent parmi les combattants séparatistes, les enfants sont susceptibles de subir des violences, d'être obligés de participer à des cérémonies d'initiation et d'entraînement éprouvantes et d'être contraints de prendre des drogues dangereuses pour leur santé.

Utilisation des écoles par les séparatistes armés

Les combattants séparatistes ont utilisé des écoles comme bases, y ont détenu des otages, y ont stocké des armes et des munitions et ont déployé des combattants à l'intérieur et à proximité de celles-ci. Human Rights Watch a documenté l'occupation d'au moins six écoles par des combattants séparatistes dans la région du Nord-Ouest (une à Bali, une à Koppin, une à Mbuluf, une à Tenkha, une à Tan et une à Mbiplah) et trois dans la région du Sud-Ouest (une à Bai Panya, une à Foe Bakundu et une à Maromba).

Annexe II : Demande d'information

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir fournir des réponses aux questions suivantes :

- 1) Disposez-vous de chiffres spécifiques concernant les points suivants ?
 - Nombre total d'écoles (primaires, secondaires) et d'élèves (en primaire et en secondaire) dans les régions anglophones (régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) ;
 - Nombre d'écoles (primaires, secondaires) dans les régions anglophones (régions du Nord Ouest et du Sud-Ouest) qui, selon les estimations, ont été fermées depuis 2017 (y compris le nombre d'écoles fermées pendant un certain temps depuis le début de la crise et qui ont rouvert par la suite, et le nombre d'écoles actuellement fermées) ;
 - Nombre d'élèves (en primaire et en secondaire) qui, selon les estimations, ne sont pas scolarisés dans les régions anglophones depuis 2017 (y compris le nombre d'élèves ayant manqué un temps d'école important depuis le début de la crise, et le nombre d'élèves actuellement non scolarisés) ;
 - Nombre d'écoles dans les régions anglophones qui ont été attaquées par des combattants séparatistes armés depuis le début de la crise en 2017 ;
 - Nombre d'écoles dans les régions anglophones qui ont été utilisées à des fins militaires par des groupes armés séparatistes et/ou par les forces gouvernementales ;
 - Nombre d'enfants recrutés dans les rangs des groupes armés séparatistes.

- 2) Le 24 octobre 2020, jour de l'attaque de l'Académie Internationale Bilingue Mère Francisca,¹ une école privée de Kumba, par des hommes armés non identifiés qui ont tué sept enfants, le ministre camerounais de la Communication a annoncé l'ouverture d'une enquête. Le 7 septembre, un tribunal militaire de Buea a condamné 4 personnes à la peine de mort par peloton d'exécution pour le meurtre de 7 enfants et pour en avoir blessé au moins 13 autres l'année dernière dans une école de la région du Sud-Ouest, au cours d'un procès qui, selon les avocats de la défense, a été entaché de graves irrégularités de procédure, notamment le recours à un tribunal militaire pour juger des civils et l'imposition de la peine capitale. Pouvez vous nous indiquer si votre gouvernement envisage de ratifier le deuxième

¹ Human Rights Watch, Cameroun : Massacre d'écoliers par des hommes armés, 2 novembre 2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/02/cameroun-massacre-decoliers-par-des-hommes-armes-0>

protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant l'abolition de la peine de mort ?

- 3) Outre l'enquête sur les meurtres d'enfants à l'Académie Internationale Bilingue Mère Francisca, y a-t-il eu d'autres enquêtes sur des allégations d'attaques contre l'éducation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entre 2017 et aujourd'hui ? Pourriez-vous fournir des détails et des documents sur les cas où de telles enquêtes ont été ouvertes ?
- 4) Des enquêtes ont-elles été ouvertes sur l'incendie susmentionné de l'école d'Eka par des soldats camerounais présumés ?
- 5) Le 20 mars 2019, des combattants séparatistes présumés ont pris d'assaut le terrain de football de l'université de Buea et ont enlevé au moins 15 joueurs de l'équipe de football masculine de l'université. Les étudiants, dont certains ont été battus, ont été libérés le lendemain, et l'armée a arrêté au moins 10 suspects environ une semaine plus tard. Les suspects sont-ils toujours en détention ? Ont-ils été inculpés et jugés ?
- 6) Les autorités camerounaises ont déclaré qu'au moins 400 écoles ont rouvert et 70 000 élèves ont repris leurs cours dans le Nord Ouest et le Sud Ouest pour la nouvelle année scolaire qui a débuté en septembre 2021.² Les médias locaux ont rapporté que les autorités des deux régions anglophones ont enregistré des améliorations dans la fréquentation scolaire par rapport à l'année scolaire passée.³ Pouvez-vous le confirmer et fournir des informations ventilées concernant le nombre d'écoles qui ont rouvert leurs portes dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest pour l'année scolaire 2021/2022 ?
- 7) Des actions ont-elles été entreprises par votre gouvernement pour fournir des réparations aux victimes et survivants d'attaques contre l'éducation commises dans le contexte de la crise dans les régions anglophones depuis 2017 ? Si oui, pourriez-vous fournir des informations détaillées sur ces actions ?

² VoA, Cameroon Says Students and Teachers Defy Separatists School Lockdown, 19 juillet 2021, <https://www.voanews.com/africa/cameroon-says-students-and-teachers-defy-separatists-school-lockdown> (consulté en août 2021)

³ *Journal du Cameroun*, Cameroon: NW Region records improvement in school attendance, 10 septembre 2021, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-nw-region-records-improvement-in-school-attendance/> (consulté en septembre 2021) ; *Journal du Cameroun*, Cameroon: SW Region records positive numbers after first week of school resumption, 10 septembre 2021, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroonsw-region-records-positive-numbers-after-first-week-of-school-resumption/> (consulté en septembre 2021).

- 8) La poursuite de l'éducation en période de violence est un engagement pris dans le cadre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, approuvée par votre gouvernement, qui a tenté de relancer l'éducation dans les régions anglophones avec des campagnes de rentrée des classes étendues à un plus grand nombre d'entre elles. Certains enseignants et analystes indépendants estiment cependant que ces campagnes ont mis la vie des élèves et des enseignants en danger en obligeant les parents et les enseignants à envoyer les élèves à l'école malgré l'insécurité généralisée. Quel est votre point de vue sur cette question ?
- 9) Certains élèves et enseignants ont exprimé leurs inquiétudes quant au déploiement des forces de sécurité dans et autour de leurs écoles. Certains ont déclaré qu'ils se sentaient mal à l'aise en présence des forces de sécurité en raison des abus qu'elles sont réputées commettre, tandis que d'autres ont expliqué qu'ils craignaient d'essayer des tirs si des combattants séparatistes attaquaient les forces de sécurité présentes dans l'école ou à proximité. Quel est votre point de vue sur cette question ?
- 10) Pourriez-vous expliquer ce que votre gouvernement a entrepris pour faire face à l'impact de la crise anglophone sur l'éducation, notamment en matière de réponses multisectorielles pour assurer la protection et l'accès à des opportunités d'apprentissage de qualité pour les élèves ?
- 11) Pourriez-vous expliquer ce que votre gouvernement a entrepris pour s'assurer que les élèves privés d'accès aux établissements scolaires en raison de la crise aient rapidement accès à des formes alternatives d'éducation, telles que l'éducation communautaire, l'enseignement à distance et les écoles ou espaces d'apprentissage temporaires, avec des équipements appropriés et des enseignants correctement formés ?
- 12) Pourriez-vous expliquer ce que votre gouvernement a entrepris pour assurer la reconstruction des écoles endommagées ou détruites à cause de la crise ?
- 13) Pourriez-vous expliquer ce que votre gouvernement a entrepris pour améliorer la collecte de données sur les attaques contre l'éducation ?
- 14) La législation nationale, le droit militaire national ou les politiques ou pratiques militaires actuelles liant les forces armées du Cameroun stipulent-ils

spécifiquement (et non implicitement) que les écoles et autres établissements d'enseignement ne doivent pas faire l'objet d'attaques par les forces armées, sauf s'il s'agit d'objectifs militaires ? Si tel est le cas, veuillez nous communiquer les articles pertinents des lois, codes, politiques ou pratiques concernés.

- 15) La législation nationale, le droit militaire national, ou les politiques ou pratiques militaires actuelles liant les forces armées du Cameroun prévoient-ils une interdiction, une réglementation ou une limitation de l'utilisation des écoles et autres établissements d'enseignement par les forces armées à des fins militaires ? Si tel est le cas, veuillez nous communiquer les articles pertinents des lois, codes, politiques ou pratiques concernés.

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Tél : +1-212-290-6700
Fax : +1-212-736-1300 ; 917-591-3452

DIVISION AFRIQUE

Maasi Segun, Directrice exécutive
Isa Sawyer, Directrice adjointe

Carine Kanessa Nantalya, Directrice du plaidoyer

Laetitia Bader, Directrice, Centre de l'Afrique
Corlene Dufka, Directrice associée, Sahel
Dewa Mavhinga, Directeur, Afrique australe
Lewis Mudge, Directeur, Afrique centrale
Osiemo Nanyaya, Directeur, Afrique de l'Est

Najma Abdi, Coordinatrice
Rafiq Aliqazi, Chercheuse senior
Aislinn Crockett, Assistante
Clémentine de Montjoye, Chercheuse
Carine Dikielu Bamoka, Chercheuse assistante
Annette Ewang, Chercheuse
Thomas Fessy, Chercheur principal
Zenaïda Machado, Chercheuse senior
Tanya Magala, Assistante
Oryem Nyeko, Chercheur
Muhammed Ojima, Chercheur assistant
Nyagash Tut Pur, Chercheuse
Jean-Sébastien Ségulcher, Chargé de programmes
Jim Worthington, Chercheur senior

COMITÉ CONSULTATIF AFRIQUE

Joy Ngazi Ezilio, Co-présidente
Joël Mutonyi, Co-président
Akwasi Aidoo
Lishan Aklog
Fareed Banda
Didier Ciara
John Gilhanga
Samuel Mumbwa
Mana Ndulo
Amy Rao
Dr. Robin Renee Sanders
Amy Towers
Julie-Anne Uggla
Joanna Weschler
Bruce Rabb

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth, Directeur exécutif

DIRECTEURS EXÉCUTIFS ADJOINTS

Tirana Hassan, Directrice des programmes
Wilsa Heneghan, Directrice des opérations

Michelle Alexander, Développement et initiatives
internationales

Alan Feldstein, Affaires juridiques (par intérim)

Mel Fong, Communication

Colin Mincy, Ressources humaines

James Ross, Directeur juridique et politique

Bruna Stagno Ugarte, Plaidoyer

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amy Rao, Co-présidente
Neil Rimer, Co-président

21 septembre 2021

Son Excellence
Joseph Dion Ngute
Premier ministre
République du Cameroun

Boulevard du 20 Mai
Centre-ville de Yaoundé
Cameroun

CC : Félix Mbayo
Bureau du Premier ministre

Son Excellence le Premier ministre,

Je vous écris au nom de Human Rights Watch pour partager les conclusions de nos recherches sur les attaques contre les professionnels et les institutions de l'éducation dans les régions anglophones du Cameroun depuis 2017. Ces conclusions formeront la base d'un rapport en cours de compilation par notre organisation. Nous sommes désireux d'intégrer les perspectives de votre gouvernement sur ces attaques et d'obtenir des détails sur les actions que votre gouvernement a prises ou prendra pour y faire face. Ces informations seront incluses dans un rapport dont la publication est prévue dans les semaines à venir.

Human Rights Watch est une organisation non gouvernementale internationale qui mène des recherches et des actions de sensibilisation sur les droits humains dans plus de 90 pays. Human Rights Watch a documenté et fait des rapports sur les violations des droits humains au Cameroun depuis de nombreuses années.

Nos recherches ont documenté plusieurs attaques contre des élèves, des professionnels de l'éducation et des écoles menées par des combattants séparatistes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entre 2017 et 2021. Nous avons également documenté au moins une attaque contre une école par des soldats camerounais présumés. Nous examinons les conséquences de ces attaques, qui ont conduit, selon les Nations

HUMAN
RIGHTS
WATCH

HRW.org

22 SEPT 2021 P.F
DCA SPM
[Signature]



350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Tel: +1-212-290-4700
Fax: +1-212-736-1300; 917-591-3452

AFRICA DIVISION

Mausi Segun, *Executive Director*
Ida Sawyer, *Deputy Director*

Carine Kaneza Nantulya, *Advocacy Director*

Laetitia Bader, *Horn Director*
Corinne Dufka, *Associate Director, Sahel*
Dewa Mavhinga, *Associate Director, Southern Africa*
Lewis Mudge, *Central Africa Director*
Otsieno Namwaya, *East Africa Director*

Najma Abdi, *Coordinator*
Ilaria Allegrozi, *Senior Researcher*
Aoife Croucher, *Associate*
Clémentine de Montjoye, *Researcher*
Carine Dikiefu Banona, *Assistant Researcher*
Anielle Ewang, *Researcher*
Thomas Fessy, *Senior Researcher*
Zenaida Machado, *Senior Researcher*
Tanya Magaisa, *Associate*
Oryem Nyeko, *Researcher*
Mohamed Osman, *Assistant Researcher*
Nyagoah Tut Pur, *Researcher*
Jean-Sébastien Sépulchre, *Officer*
Jim Worthington, *Senior Researcher*

AFRICA ADVISORY COMMITTEE

Joy Ngozi Ezeilo, *Co-chair*
Joel Motley, *Co-chair*
Akwas Aidoo
Lishan Aklog
Fareda Banda
Didier Claes
John Githongo
Samuel Munumba
Muna Ndulo
Amy Rao
Dr. Robin Renee Sanders
Amy Towers
Julie-Anne Uggle
Joanna Weschler
Bruce Rabb

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth, *Executive Director*

DEPUTY EXECUTIVE DIRECTORS

Tirana Hassan, *DED/Chief Programs Officer*
Wisla Heneghan, *DED/Chief Operating Officer*

Michele Alexander, *Chief Development Officer*
Alan Feldstein, *General Counsel (Acting)*
Mei Fong, *Chief Communications Officer*
Colin Mimsy, *Chief People Officer*
James Ross, *Legal and Policy Director*
Bruno Stagno Ugarte, *Chief Advocacy Officer*

BOARD OF DIRECTORS

Amy Rao, *Co-Chair*
Neil Rimer, *Co-Chair*

September 21, 2021

Your Excellency
Joseph Dion Ngute
Prime Minister
Republic of Cameroon

Downtown Yaoundé
May 20 Boulevard
Cameroon

CC: Felix Mbayu
Prime Minister's Office

Dear Prime Minister,

I am writing on behalf of Human Rights Watch to share the findings of our research into attacks on education professionals and institutions in Cameroon's Anglophone regions since 2017. These findings will form the basis of a report being compiled by our organization. We are keen to integrate your government's perspectives on these attacks and to obtain details of any actions your government has taken or will be taking to address them. This information will be included in the upcoming report scheduled for publication in the coming weeks.

Human Rights Watch is an international nongovernmental organization that conducts research and advocacy on human rights in over 90 countries. Human Rights Watch has for many years documented and reported on human rights violations in Cameroon.

Our research documented attacks on students, education professionals, and schools carried out by armed separatist fighters in the North-West and South-West regions between 2017 and 2021. We also documented at least one attack against a school by alleged Cameroonian soldiers. We are examining the consequences of these attacks, which have led to over 700,000 students being denied an



HRW.org

AMSTERDAM · BEIRUT · BERLIN · BRUSSELS · CHICAGO · GENEVA · GOMA · JOHANNESBURG · KIEV · KINSHASA · LONDON · LOS ANGELES · MOSCOW · NAIROBI ·
NEW YORK · PARIS · SAN FRANCISCO · SÃO PAULO · SILICON VALLEY · STOCKHOLM · SYDNEY · TOKYO · TORONTO · WASHINGTON · ZÜRICH

education, according to the United Nations. We hope to highlight steps taken by your government to prevent or curtail such attacks as well as remaining gaps. In our upcoming report will proffer recommendations on specific steps that can be taken to better protect schools, students, and teachers, to ensure that those responsible for the attacks are investigated and prosecuted, and to provide new opportunities for those who have missed out on their education during the Anglophone crisis. These include the establishment of a special task force focused on attacks on education and a reparations fund to support victims and their families.

Between November 2020 and September 2021, Human Rights Watch interviewed by telephone a total of 110 people, including former students, teachers, and other education professionals. We also interviewed former separatist fighters, healthcare, social and humanitarian workers, lawyers, journalists, civil society representatives, UN officials, and diplomats.

Human Rights Watch was unable to travel to Cameroon to conduct in person research due to the global Covid-19 pandemic and difficulties obtaining visas. We sought to address the limitations of phone interviews by corroborating our findings through other sources, including reports by Cameroonian human rights groups and international humanitarian organizations, by collecting and examining photographs and video footage, and by reviewing legal and medical records.

May we add that Human Rights Watch appreciates that Cameroon endorsed the Safe Schools Declaration in 2018, and we are keen to learn steps your government has taken in line with the declaration.

Please find further details of our findings in Appendix I and a list of questions for your government in Appendix II.

We would be grateful if you could provide us with a detailed reply by October 4, 2021. We would also be grateful for the opportunity to have a conversation with you or any of your representatives to further discuss this matter.

If you have any questions, or if you wish to arrange a time to discuss the content of this letter, please feel free to contact me at [REDACTED] or on [REDACTED]
[REDACTED]

Sincerely,

A handwritten signature in purple ink, appearing to read "Mausi Segun".

Mausi Segun
Executive Africa Director
Human Rights Watch

Appendix I: Summary of Human Rights Watch's Findings

Attacks on students, teachers, and schools have become a hallmark of the crisis in Cameroon's Anglophone regions since 2017, with devastating consequences for an entire generation of young people, as well as their teachers, families, and broader communities.

Attacks on Schools by Armed Separatist Fighters

At least 70 schools have been attacked in the Anglophone regions since 2017, according to reports from United Nations agencies, the World Bank, Cameroonian and international civil society organizations, and media outlets. Human Rights Watch documented in detail 14 attacks on schools by separatist fighters and one attack on a school by security forces between January 2017 and January 2021. Armed separatists made threatening visits to schools, during which they ordered the schools to be closed, and destroyed school infrastructure and property, including with fire. During one attack, gunmen shot and killed seven students.

Attack on a School by Security Forces

Human Rights Watch learned of one alleged attack on a school in Eka village, North West region, by Cameroonian security forces through a video posted on social media in January 2019. The video shows a group of what appears to be Cameroonian soldiers around a burning school building and an interview with a resident of Widikum town, North-West region, who blamed soldiers for burning the school in retaliation for the separatists' use of the school as a camp.

Kidnapping, Assaults, Threats against Students and Teachers by Armed Separatist Fighters

Human Rights Watch has documented how armed separatists have killed at least three teachers, kidnapped over 268 students and teachers, and threatened, intimidated, harassed, or assaulted hundreds of others in their attempts to force them to stop attending school. In some cases, both in and outside of schools, attackers destroyed or seized students' books and teachers' documents.

Child Recruitment and Use by Armed Separatists

According to Human Rights Watch's research, armed separatists in the Anglophone regions have recruited children into their groups and used them to support their operations. Accounts collected by Human Rights Watch from people who have been kidnapped and taken to separatist camps reveal that children are present inside armed separatist groups. Human Rights Watch also reviewed photographs and video footage showing children with guns, standing with other seemingly older separatist fighters. The ongoing violence, separatists' threats against students and youth, the frustrations caused by military abuses, and the need for survival have all increased schoolchildren's risk of recruitment by separatist armed groups. While living among separatist fighters, children may experience violence, may be required to participate in stressful initiation and training ceremonies, and may be forced to take dangerous drugs.

Armed Separatists' Use of Schools

Separatist fighters have used schools as bases, held hostages at schools, stored weapons and ammunition in schools, and deployed fighters in and near them. Human Rights Watch documented the occupation of at least six schools by separatist fighters in the North West region (one in Bali, one in Koppin, one in Mbuluf, one in Tenkha, one in Tan, and one in Mbiplah villages) and three in the South-West region (one in Bai Panya, one in Foe Bakundu, and one in Maromba villages).

Appendix II: Request for Information

We would be grateful if you could provide us with responses to the following questions:

- 1) Do you have specific figures you could share regarding the following?
 - The total number of schools (primary, secondary) and students (primary, secondary) in the Anglophone regions (both North-West and South-West regions);

- The number of schools (primary, secondary) in the Anglophone regions (both North-West and South-West regions) that are estimated to have been shut down since 2017 (including the number of schools that were closed for certain periods since the crisis began and later reopened, and the number of schools that are currently closed);
 - The number of students (primary, secondary) who are estimated to be out of school in the Anglophone regions since 2017 (including the number of students who missed significant periods of school since the crisis began, and the number of students who are currently out of school);
 - The number of schools in the Anglophone regions that have been attacked by armed separatist fighters since the crisis began in 2017;
 - The number of schools in the Anglophone regions that have been used for military purposes by armed separatist groups and/or by government forces;
 - The number of children recruited in the ranks of armed separatist groups.
- 2) On October 24, 2020, the day of the attack on Mother Francisca International Bilingual Academy,¹ a private school in Kumba, by unidentified gunmen who killed seven children, Cameroon's communications minister announced the opening of an investigation. On September 7, a military court in Buea sentenced 4 people to death by firing squad for the killing of 7 children and the injuring of at least 13 others last year at a school in the South-West region, in a trial that defense lawyers say was marred by serious procedural irregularities, including the use of a military court to try civilians and the imposition of capital punishment. Can you tell us whether your government is planning to ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights on the Abolition of the Death Penalty?
- 3) Other than the investigation into the killings of children at Mother Francisca

¹ Human Rights Watch, Gunmen Massacre School Children, November 2, 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/11/02/cameroon-gunmen-massacre-school-children>

International Bilingual Academy, have there been any other investigations into allegations of attacks against education in the North-West and South-West regions between 2017 and today? Could you provide details and documentation of instances where such investigations have taken place?

- 4) Have there been any investigations into the above-mentioned burning of the school in Eka by alleged Cameroonian soldiers?
- 5) On March 20, 2019, suspected separatist fighters carried out an assault at the University of Buea's football field and kidnapped at least 15 male football players from the university's team. The students, some of whom were beaten, were released the following day, and the military arrested at least 10 suspects about a week later. Are the suspects still in detention? Have they been charged and put on trial?
- 6) Cameroonian authorities said at least 400 schools reopened and 70,000 students have resumed their classes in the North-West and South-West for the new school year that began in September 2021.² Local media reported that authorities of both Anglophone regions recorded improvements in school attendance compared to the last academic year.³ Can you confirm this and provide disaggregated information regarding how many schools reopened in the South-West region and in the North-West region for this school year 2021/2022?
- 7) Have any actions been taken by your government to provide reparations to victims and survivors of attacks against education committed in the context of the crisis in the Anglophone regions since 2017? If so, could you provide detailed information about such actions?

² VoA, Cameroon Says Students and Teachers Defy Separatists School Lockdown, July 19, 2021, <https://www.voanews.com/africa/cameroon-says-students-and-teachers-defy-separatists-school-lockdown> (accessed August 2021)

³ Journal du Cameroun, Cameroon: NW Region records improvement in school attendance, September 10, 2021, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-nw-region-records-improvement-in-school-attendance/> (accessed September 2021); Journal du Cameroun, Cameroon: SW Region records positive numbers after first week of school resumption, September 10, 2021, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroonsw-region-records-positive-numbers-after-first-week-of-school-resumption/> (accessed September 2021)

- 8) The continuation of education during times of violence is a commitment under the Safe Schools Declaration endorsed by your government, which has attempted to revive education in the Anglophone regions with more extensive back-to-school campaigns. However, some teachers and independent analysts believe these campaigns have put the lives of students and teachers at risk by forcing parents and teachers to send students to school despite widespread insecurity. How do you respond to this?
- 9) Some students and teachers expressed concerns about the deployment of security forces in and around their schools. Some said that they feel uncomfortable in the presence of security forces because of their abusive reputation, while others explained that they fear they may come under fire if separatist fighters attack the security forces present in the school or in its proximity. How do you respond to this?
- 10) Could you please explain what your government is doing to address the impact of the Anglophone crisis on education, including through multi-sector responses to ensure protection and access to quality learning opportunities for students?
- 11) Could you please explain what your government is doing to ensure students deprived of educational facilities because of the crisis are promptly given access to alternative forms of education, such as community education, distance learning, and temporary learning schools or spaces, with suitable equipment and adequately trained teachers?
- 12) Could you please explain what your government is doing to ensure schools damaged or destroyed because of the crisis are rebuilt?
- 13) Could you please explain what your government is doing to improve data collection on attacks against education?
- 14) Does the domestic legislation, national military law, or current military policies or practices binding on the armed forces of Cameroon state specifically (not implicitly) that schools and other educational institutions

shall not be the object of attack by armed forces unless they are military objectives? If so, please share the relevant articles of the laws, codes, policies, or practices.

- 15) Does domestic legislation, national military law, or current military policies or practices binding on the armed forces of Cameroon provide any prohibition, regulation, or limitation on the use of schools and other educational institutions by armed forces for military purposes? If so, please share the relevant articles of the laws, codes, policies, or practices.